

# Valeurs actuelles

Chaque  
jeudi

NUMÉRO 3926  
DU 23 AU  
29 FÉVRIER 2012

3,50 €  
DOM : 4,90 €  
BELGIQUE : 3,80 €  
MROC : 45 DH  
TUNISIE : 2,9 DT  
ZONE CFA : 2 600 CFA  
CANADA : 5,50 DC  
MAYOTTE : 5,50 €

[www.valeursactuelles.com](http://www.valeursactuelles.com)

## BANLIEUES LA LOI DES BANDES

- UN ENJEU OUBLIÉ DE LA PRÉSIDENTIELLE
- COMMENT LES DÉMANTELER

M 02810 - 3926 - F: 3,50 €





**Criminalité** Pour la première fois depuis longtemps, l'homicide régresse en Occident, des États-Unis à l'Europe de l'Ouest. Mais en France comme ailleurs, émerge un phénomène redoutable : la prise de contrôle des zones périurbaines par des bandes criminelles. Leur démantèlement est une priorité politique.

# Comment rétablir la

**S**i la politique a un sens, toute grande campagne électorale est l'occasion d'un dialogue national sur les sujets clés, dans la perspective du quinquennat à venir. Or jusqu'à présent, les principaux candidats sont peu loquaces sur la sécurité. Certes, crise oblige, l'emploi est devenu, tous les sondages l'attestent, le souci quotidien des Français. Mais comment oublier que 15 millions de Français vivent dans des espaces périurbains où la violence fait désormais partie du paysage ?

Voyez le sondage (Ifop-Paris Match-Europe 1), publié dans *la Croix* le 5 décembre dernier. Au printemps 2006, 40 % des sondés estimaient qu'"on ne se sent en sécurité nulle part" ; en 2010, 50 % des personnes interrogées étaient de cet avis ; ils sont aujourd'hui 56 %. L'Europe maintenant. En novembre 2011, la Direction générale de la justice et des affaires intérieures de l'Union européenne publiait un sondage sur la sécurité du continent : le crime organisé est-il un défi croissant pour l'Europe ? 48 % des Français le pensent. Dans ce domaine, la France en fait-elle assez ? Non : 48 % ; oui : 39 %.

Pour la campagne présidentielle la sécurité reste donc un enjeu fort. Peut-il être relevé ? Bien sûr, si l'on pratique le réalisme criminel, comme les États-Unis le font depuis vingt ans, au grand dédain des Diafoirus-sociologues, les nôtres et les leurs. Or, ce qui résulte de ce réalisme criminologique est énorme – on peut même parler ici du glas définitif de la "culture de l'excuse".

L'Amérique, le Far West plus Chicago ? C'est désormais une image d'Épinal. Alors que la crise s'installe outre-Atlan-



tique et que ses conséquences sociales deviennent si tragiques que, selon le réputé Pew Research Center de Washington, 66 % des Américains – dont 55 % des sympathisants républicains – croient désormais qu'une "lutte des classes" oppose les riches au peuple, la criminalité s'effondre, notamment dans sa forme fatale, l'homicide. Donc, la misère ne provoque pas le crime, mais l'affaiblit, et ce, de manière significative : les très officiels Centers for Disease Control and Prevention révèlent ainsi en janvier que, pour la première fois depuis quarante-cinq ans, l'homicide n'est plus l'une des quinze causes majeures de mortalité aux États-Unis. En 2010, l'homicide était quizième et dernier de la liste – le voici remplacé en 2011 par... la pneumonie des vieillards !

## Crime : la dialectique du local et du mondial

À l'ère de la mondialisation, la question n'est plus seulement de maintenir classiquement l'ordre public dans les quartiers, c'est de frapper à la tête le crime organisé international et les banditismes locaux qui fonctionnent en réseau avec les grands trafics transcontinentaux (êtres humains, stupéfiants, etc.). Selon l'Onu, le marché mondial des stupéfiants, quelque 235 milliards de dollars par an pour la vente en gros (celle qui enrichit les cartels et mafias), est devenu, en effet, le troisième marché au monde, après ceux (licites) du pétrole et des armes de guerre. En 2009 (dernières données disponibles), le "chiffre d'affaires" du crime mondial (organisé ou non) s'est élevé à environ 1 570 milliards d'euros,





Par XAVIER RAUFER

# sécurité ?

Émeute en banlieue  
parisienne.  
Interdire  
un territoire  
aux forces de l'ordre.



Les violences urbaines et suburbaines affectent surtout 26 départements métropolitains. Au milieu d'une nuée de mineurs "à problème", les acteurs essentiels de cette criminalité sont des individus jeunes (16-25 ans), agressifs et dangereux, agrégés en "noyaux durs". Les données disponibles montrent qu'ils sont assez peu nombreux, quelques milliers d'individus pour toute la France.

Pas plus ? Non, car la criminologie contemporaine a révélé un type criminel hyperactif, le "prédateur violent", qui, le plus souvent en "meute", commet une énorme masse d'infractions.

*Le crime organisé est-il un défi croissant pour l'Europe et la France ? 48 % de nos concitoyens le pensent.*

soit 3,6 % du produit brut mondial (PBM). Là-dessus, l'argent criminel blanchi (donc réinjecté dans l'économie licite) est de 1 200 milliards d'euros, 2,7 % du PBM. Or seulement 1 % environ de cet argent a été mondialement confisqué par les services concernés.

C'est sur ce sujet d'abord et surtout que les candidats devront répondre par des constats réalistes et des propositions pertinentes. Et ce, d'autant qu'en cette période de rigueur obligatoire, le crime coûte cher. Une étude récente de l'Institut pour la justice ("Que coûte l'insécurité?", avril 2010) a décompté, de juillet 2008 à juin 2009, les coûts directs et indirects de tous les crimes et délits, sauf infractions au code de la route : préjudices financiers et moraux pour les victimes, dépenses publiques et privées

de sécurité, etc.). Total pour la France : 115 milliards d'euros (5,6 % du PIB). Pour ce qui relève du crime organisé, la facture annuelle approche les 70 milliards d'euros.

## **France : un problème criminel inquiétant, les bandes**

Depuis des années, la France connaît un problème massif de "criminalité de rues" provoquée par des bandes : règlements de comptes, racket, braquages, agressions violentes, cambriolages, incendies volontaires, etc. Or l'entrée dans ces bandes a lieu très jeune : 12 ans, 10 parfois. Chaque année, environ 150 000 mineurs sont poursuivis par le parquet, dont 50 000 d'entre eux seulement sont présentés à un juge des enfants.

Des statistiques d'Île-de-France montrent ainsi que 5 % des malfaiteurs commettent la moitié des méfaits ; avant 18 ans, ces criminels en série – qu'une loi pénale naïve et surannée tient encore pour des "enfants" – sont déjà connus pour 50 infractions et plus ! S'agit-il pour autant de "paumés" ? de malheureuses victimes de l'exclusion ? Non : ces "criminels d'habitude" usent d'innombrables pseudos, vivent sous de fausses identités et n'habitent évidemment jamais à l'adresse indiquée sur leurs papiers.

Or la plupart de ces hyperactifs du crime ont déjà été condamnés – et devraient donc être incarcérés – mais





Saisie  
d'armes  
de guerre.  
En France,  
le kalach  
se banalise.

**Terre de non-droit:**  
Passé sous  
le contrôle  
d'un mégagang,  
le "Zetania"  
a échappé à  
l'État mexicain.



ANNE-CHRISTINE POUJOLAT/AP/SIPA

sont en liberté. Environ 80 000 peines de prison exécutoires, dont quelque 7 000 de plus d'un an, sont, de fait, non exécutées par la justice ! Un fait vivement regretté par la préfecture de police de Paris qui arrête parfois des braqueurs condamnés à cinq ans de prison. Libres comme l'air, ils poursuivent paisiblement leur business illicite après avoir déménagé !

Ces quelques milliers de bandits aguerris sont-ils des inconnus ? Évoluent-ils dans la clandestinité ? Nullement. À domicile, ils sont célèbres, passant leur vie entre le commissariat et le bureau du juge. À force de rédiger des

tionnements sont graves et les chantiers immenses.

D'abord, que faut-il réformer ? Un aveu affligeant du ministère de la Justice donne, en creux, la marche à suivre : 80 000 peines de prison, on l'a vu, ne sont pas exécutées, celles prononcées étant pudiquement dites "en attente d'exécution". Traduisons : par milliers, des bandits sont dans les rues, prêts à voler, voire à tuer. Où cette situation est-elle le pire ? Dans les ressorts de justice les plus populaires que sont Bobigny, Évry, Pontoise, Marseille, Lille, etc.

D'où la question de la validité de la "politique de la ville" menée à coups de milliards depuis plus de vingt ans. À la fois pharaonique et ruineuse, cette politique, qui a pour seul objet de resocialiser les habitants des "quartiers sensibles" en améliorant leur habitat, leur accès à l'emploi et aux prestations sociales, est parfaitement inopérante en matière criminelle. Elle doit donc

### Quelles solutions pour demain ?

D'abord, il faudra élaborer en surplomb une stratégie anticrime proactive, du type de celles adoptées aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, et même désormais aux Pays-Bas, c'est-à-dire inspirée d'une conception criminologique réaliste selon laquelle la seule origine réelle et palpable du crime, c'est le criminel lui-même. Partant, quels outils efficaces utiliser ? Le renseignement criminel et l'injonction civile.

Le renseignement criminel. Ayant pour cibles les gangsters et pour double objectif l'aide à la décision et la procédure judiciaire, il repose sur deux piliers : l'anticipation et l'articulation stratégique entre recherche et analyse.

On sait ainsi que les criminels hyperactifs, imperméables à tout travail social, récidivent le plus souvent, dès qu'ils sont sortis de réinsertion. Ici, un renseignement criminel ciblé les neutralise efficacement, comme le prouve une expérience menée en 2001 : avant le passage à l'euro et ses multiples convois de billets de banque, la police a précisément ciblé les gangs de braqueurs de fourgons ; elle a anticipé leurs actions, ne les a pas lâchés. Résultat : un braquage de fourgon dans l'année, contre, d'ordinaire, deux par mois ! Faute de renseignement criminel pointu et précoce, la criminalité ne pourra qu'empirer : au plus tôt, l'État doit en savoir le plus possible sur

*Deux outils ont fait la preuve de leur efficacité, là où ils sont appliqués : le renseignement criminel et l'injonction civile.*

procès-verbaux à leur propos, les brigades anticrimes de banlieue en savent localement la liste par cœur.

### Bandes, prédateurs violents, hyperactifs du crime...

Justice, travail social, "politique de la ville" : en amont même du travail éducatif, préventif ou répressif, les dysfonc-

être totalement refondée. Sur l'un de ses territoires favoris, la Seine-Saint-Denis, on compte un vol à main armée par jour, week-end inclus. De sorte que plus on s'acharne à gaspiller des milliards, plus on aboutit à créer un paradigme de l'agriculture soviétique : pas moins de chômage ni de misère, et toujours plus de crime.



l'activité, les effectifs, les projets et préparatifs des gangs commettant l'essentiel des crimes. Objectif : les surprendre en flagrant délit afin de les mettre pour de bon hors d'état de nuire.

### **Une politique qui fait office de dissolvant antibandes**

L'injonction civile. Sous cette anodine appellation technique, voici une arme de destruction massive pour les gangs. Inventée aux États-Unis, désormais pratiquée en Grande-Bretagne, cette injonction prononcée par un juge interdit à des voyous organisés de fréquenter, à partir d'un jour J, certains quartiers et d'y rencontrer leurs comparses. En termes clairs, plus moyen pour le gang de se réunir une fois l'injonction prononcée – et surtout plus dans son fief. Utilisée en conjonction avec le renseignement criminel, cette politique d'injonction est le plus puissant dissolvant antibande jamais mis en œuvre. Encore faut-il le vouloir et s'en donner les moyens.

Tout programme électoral sérieux devra donc considérer ces indéniables réalités criminologiques, en gardant à l'esprit ce qui peut advenir si on ne se décide pas à réagir : la prise de contrôle total d'un territoire par des armées criminelles organisées, comme le feraient celles d'un État au sens traditionnel.

Exagération ? Ce qui se passe aujourd'hui à la frontière américano-mexicaine devrait nous convaincre de prendre le phénomène au sérieux. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine, à notre connaissance, l'"armée" purement criminelle des Zetas, mégagang encadré et dirigé par des déserteurs de l'armée et de la police mexicaine, a "libéré" un territoire au nord du Mexique, à la frontière même des États-Unis (*voir carte page précédente*). Les Zetas y règnent seuls depuis la fin 2010 : tout militaire ou fonctionnaire mexicain y est assassiné, sitôt repéré. Une base criminelle géante, grande comme le Koweït, s'est implantée à quelque deux cents kilomètres de l'agglomération de San Antonio au Texas (2 millions d'habitants). Nous n'en sommes heureusement pas là en France. Mais n'est-ce pas la raison d'être des politiques que d'anticiper les évolutions à partir des ingrédients qui, chez nous, donnent déjà à réfléchir ? ●